

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENROLEMENT sur l'environnement de QUALIFICATION Directive des services de paiement (DSP2)

SOCIETE DEMANDEUSE AGREEE

Demandeur agréé : Oui Non

Si oui : joindre un certificat émis par une autorité de certificat agréée, conforme ETSI 119495, contenant les informations sur l'agrément : Nom de l'autorité de Contrôle, numéro d'agrément, rôles, etc...

Si agrément demandé à une autorité de contrôle autre que l'ACPR (autorité de contrôle française) :

Passeport pour l'exercice d'une activité en France : Oui Non

Si oui : joindre une copie du passeport.

OU SOCIETE DEMANDEUSE EN COURS D'AGREMENT

Agrément en cours : Oui Non

Si oui : joindre une attestation du dépôt de dossier auprès d'une autorité de contrôle.

Rôles / Scopes associés à la demande d'agrément (liste basée sur la norme ETSI 119495) :

- PSP_AS** : prestataire de services de paiement gestionnaire de comptes (account servicing)
- PSP_PI** : prestataire de services d'initiation de paiements (payment initiation)
- PSP_AI** : prestataire de services d'informations sur les comptes (account information)
- PSP_IC** : Emetteur d'instruments de paiement liés à une carte (issuing of card-based payment instruments)

Remarque : au moins un rôle doit être sélectionné.

Important : dans ce cas de figure, la Caisse des dépôts fournira au demandeur un certificat de test qui lui permettra d'accéder à l'environnement de qualification. Ce certificat comportera les rôles sélectionnés ci-dessus.

INFORMATION TECHNIQUE POUR L'ENREGISTREMENT OAUTH (OBLIGATOIRE)

URL de redirection : _____

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENROLEMENT sur l'environnement de QUALIFICATION Directive des services de paiement (DSP2)

Le Représentant légal de la Fintech certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur ce formulaire.

A _____ fait en deux (2) exemplaires paraphés, le _____

Signature du représentant légal de la fintech,

*Nom, prénom et qualité précédés de la mention
« Lu et approuvé »*

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Représentant légal est informé que les données à caractère personnel communiquées à la Caisse des Dépôts Banque des Territoires sont nécessaires pour l'enrôlement ou encore pour réaliser des études statistiques. Conformément à la loi susvisée, le Représentant légal bénéficie d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur les données à caractère personnel le concernant détenues par la Caisse des Dépôts Banque des Territoires. Ce droit s'exerce par courrier postal auprès de la Caisse des Dépôts Banque des Territoires à l'adresse suivante : Caisse des Dépôts Banque des Territoires DCBS, 15 quai Anatole France, 75007 PARIS SP.